
**Les ministres de l'Education nationale et de l'Enseignement
supérieur doivent abandonner la « réforme de la formation et des
concours de recrutement des enseignants du premier et du second degré »**

C'est l'exigence générale dans les universités qui seront en grève illimitée à partir du 2 février si ce projet et celui qui concerne le décret des enseignants chercheurs étaient maintenus. C'est l'exigence des personnels et des futurs enseignants réunis dans les IUFM comme à Antony (déclaration jointe). Tous les personnels sont menacés : ITRF, TOS, ASU, formateurs, enseignants du secondaire, universitaires...titulaires et non titulaires.

Toutes les organisations syndicales ont exprimé, sous une forme ou une autre, une même exigence : les concours tels qu'ils sont en 2009 doivent être maintenus en 2010.

L'opération consistant à occulter un véritable processus de destruction de la formation des enseignants et de leurs concours de recrutement, concrétisé par la fermeture des IUFM, fait long feu : les masters – s'ajoutant à la préparation des concours - apparaissent de plus en plus comme dévalorisés dès le départ, soumis à l'inégalité des universités autonomes, imposant par définition une sélection sociale inacceptable.

Les dispositions concernant

- les stages en responsabilité utilisant les étudiants comme bouche trou, en contradiction avec le statut,
- le danger de voir les futurs diplômés en master recrutés non plus comme fonctionnaires, mais comme vacataires ou contractuel,

confirment la volonté de sacrifier non seulement la formation professionnelle, mais l'existence même des corps d'enseignants fonctionnaires subissant déjà les coupes budgétaires pour 2009.

La seule aide sérieuse pour les étudiants serait de leur permettre de bénéficier d'un système de préparation aux concours de recrutement et de rémunération du type de celui qui existait pour les écoles normales d'institutrices et d'instituteurs, et pour les IPES dans le secondaire.

En voulant encore une fois compter sur des « points de convergence » au détriment de l'écoute des revendications et de la libre négociation, le gouvernement alimente lui-même une situation explosive qui ne laisse pas d'autre perspective aux personnels que la grève pour obtenir satisfaction.

C'est pourquoi la FNEC FP FO qui appelle à la grève interprofessionnelle le 29 janvier avec sa Confédération, et appelle à la grève et à manifester avec les autres Fédérations de l'enseignement, soutient totalement ses syndicats engagés dans la mobilisation tant dans les universités que dans les IUFM.

Montreuil, le 27 janvier 2009